que nous devons d'avoir échappé jusqu'ici aux périls de toute sorte au milieu desquels le monde moderne menace de sombrer. Que nos législateurs se gardent bien d'y toucher. On aura beau avoir résolu pour le mieux tous les problèmes politiques ou économiques, on n'aura rien fait pour l'avenir du pays si on a laissé s'effriter entre nos mains la vieille institution familiale.

Que l'indissolubilité fasse naître parfois des situations pénibles, nul ne songe à le nier. Il n'y a pas ici-bas d'institution à l'abri de la douleur. Mais ce sont là des maux individuels et fortuits auxquels on a tort de vouloir remédier par une législation qui crée un malaise général. La loi — on l'oublie fréquemment en ces temps d'individualisme à outrance — n'a pas pour objet de sauvegarder le bonheur de l'individu aux dépens du bien général, mais plutôt le bien général; fût-ce même aux dépens du bonheur de quelques individus. Ce principe domine la société. C'est lui qui justifie les impôts et les taxes, les expropriations et les mesures d'hygiène. C'est de lui également qu'aux siècles passés s'inspiraient les vieilles législations chrétiennes sur le mariage.

Plus soucieux du bonheur individuel que de l'intérêt général, les Etats modernes ont voulu donner aux époux mal assortis le pouvoir de refaire leur vie. Ils ont cru guérir quelques malheurs isolés; ils ont, en fait, déchaîné un torrent de scandales, de discordes, d'injustices et de vraies douleurs. Ils ont voulu défaire quelques mauvais mariages, ils ont troublé les bons et ouvert la voie à la destruction systématique de la famille. Ils ont introduit dans le peuple une conception nouvelle de la vie; ils l'ont détourné du mariage-devoir, pour l'orienter vers le mariage-plaisir. Par leur faute les bases de la moralité elles-mêmes sont remises en discussion; on glisse insensiblement vers l'union libre.

Ces conséquences du divorce sont fatales. On peut l'empêcher de s'implanter dans un pays; une fois qu'il y est implanté définitivement, qu'il a sa législation et ses cours régulières, il est impossible d'en enrayer les ravages. Cela seul devrait suffire à justifier, aux yeux de ceux qui ne partagent pas notre foi, l'intransigeance de l'Eglise. En gardant au mariage sa valeur spirituelle, en le protégeant contre les débordements de la passion, l'Eglise, non seulement reste fidèle à la mission qu'elle a reçue du Christ, mais elle apporte encore à l'ordre social menacé le plus efficace et le plus bienfaisant appui.

* * *

Voilà les principes dont s'est toujours inspirée la conduite de l'Eglise. Il importe, Nos très chers Frères, que vous en pénetriez votre pensée et que vous en fassiez la règle immuable de votre action publique. Et pour que cette action ne se neutralise pas en se dispersant, dans des sens divergents, Nous